

L'OTAN EN AFGHANISTAN

L'AVENIR INCERTAIN DU TITANIC

PAR

GILLES DORRONSORO (*)

UN CHANGEMENT DANS LES DISCOURS

L'opération «Enduring Freedom» qui a renversé le régime taliban à l'automne 2001 s'est imposée comme un modèle pour l'invasion de l'Iraq deux ans plus tard. Pourtant, dès 2003, les analyses pointaient l'aspect illusoire de ce qui était présenté comme un succès aux opinions publiques occidentales. De fait, l'augmentation progressive du nombre de troupes – aujourd'hui plus de 55 000 soldats occidentaux sont postés en Afghanistan – n'a pas permis d'arrêter la dégradation de la situation militaire. La reconstruction de l'Etat afghan est au point mort : la centralisation et le contrôle effectif du territoire sont aujourd'hui moindres qu'à la fin du régime taliban.

Après des années d'optimisme de commande, les gouvernements occidentaux reconnaissent publiquement l'ampleur de la crise. Pour reprendre les propos du ministre australien de la Défense, Joel Fitzgibbon, «*we are winning the battles and not the war, in my view. We have been very successful in clearing areas of the Taliban but it's having no real strategic effect*» (1). La France, en raison de la politique atlantiste du gouvernement Sarkozy et du désintérêt des médias, constitue plutôt une exception par l'absence de discussion sur la présence militaire française en Afghanistan (2).

Pourtant, l'échec actuel est important au moins à deux titres. Premièrement, l'intervention occidentale devait sceller la vocation de l'OTAN comme gendarme global du système international. La crédibilité de l'organisation est en question, comme en témoignent les tensions actuelles entre les pays membres : «*the Afghanistan mission has exposed real limitation in the way the alliance is organized, operated and equipped, due to the way various allies view the very nature of the alliance in the XXIst century*», a ainsi dit Robert

(*) Professeur de Sciences politiques à l'Université Panthéon-Sorbonne (Paris I, France).

(1) *The Australian*, 16 déc. 2007.

(2) Cf. par exemple les propos assez confus d'Eric Chevalier, conseiller politique de Bernard Kouchner, sur une illusoire «*dynamique post-conflit*» en Afghanistan dans l'émission *Du grain à moudre*, France Culture, 24 oct. 2007.

Gates (3). En second lieu, l'aggravation de la crise en Afghanistan a des répercussions majeures sur les pays voisins, en particulier sur le Pakistan, partenaire difficile mais essentiel des Etats-Unis dans la lutte contre Al Qaïda. Pour faire le point sur l'évolution de cette guerre, on présentera d'abord les raisons de l'échec occidental, la dynamique de la guérilla talibane, le contexte régional, pour conclure sur les perspectives de sortie de crise.

L'INCOHÉRENCE OCCIDENTALE

L'échec occidental a trois causes majeures : la faillite de l'expertise, l'absence de coordination entre pays occidentaux et, finalement, l'absence de moyens pour la reconstruction.

La faillite de l'expertise

Les événements du 11 septembre ont été l'occasion d'une multiplication de discours interprétatifs et de prévisions mal fondées. Trop occupés à stigmatiser le « fanatisme » d'Oussama Ben Laden ou le caractère « moyen-âgeux » du régime taliban, la plupart des commentateurs ont sous-estimé le piège stratégique que constituait l'invitation à envahir l'Afghanistan. Plus surprenant, certains spécialistes de la région ont cautionné la thèse d'une extériorité des Talibans à la société afghane, malgré tous les travaux montrant exactement l'inverse. Cette faiblesse supposée de l'implantation des Talibans permettait d'envisager une sortie de crise rapide et un investissement militaire limité de la part des puissances occidentales. Ainsi, pour Olivier Roy et Mariam Abou Zahab, « il est peu probable qu'une résistance résiduelle taliban s'installe », tandis que la défaite des Talibans annonce « la disparition probable des mouvements islamistes radicaux en Afghanistan » (4).

Si ces propos paraissent aujourd'hui curieusement décalés, ils étaient à l'époque représentatifs du discours dominant et expliquent en partie la gestion de la crise par les Etats-Unis. Ces deniers ont laissé filé Ben Laden et le mollah Omar, le *leader* des Talibans, en sous-traitant la plupart des opérations sur le terrain à des groupes afghans peu compétents ou corruptibles (5). Cette faillite de l'expertise dissimulait deux éléments qui allaient se révéler décisifs. En premier lieu, l'effondrement des Talibans faisait disparaître les structures centralisées qu'ils avaient mises en place entre 1996 et 2001, d'où un retour à la situation politique fragmentée des années 1990 (6).

(3) Propos tenus le 11 décembre 2007, à la conférence d'Edimbourg réunissant les huit pays combattants dans le sud de l'Afghanistan (Etats-Unis, Grande-Bretagne, Canada, Australie, Danemark, Pays-Bas, Estonie, Roumanie), cités par l'*International Herald Tribune*, 18 déc. 2007.

(4) Maryam Abou ZAHAB / Olivier ROY, *Réseaux islamiques*, Autrement, 2002, pp. 70 et 68.

(5) Andrews BASEVIC, *American Empire*, Cambridge / Londres, Harvard University Press, 2002.

(6) Gilles DORRONSORO, *Revolution Unending. Afghanistan : 1979 to the Present*, Columbia University Press / Hurst, 2005.

En second lieu, les réseaux appuyant les Talibans, en partie tribaux, en partie religieux, sont extrêmement résilients et le soutien de la population pakistanaise des régions frontalières à ce qui est perçu comme un *dhijad* ouvrait la possibilité d'une guérilla à partir du Pakistan (7).

L'absence de stratégie cohérente

Jusqu'en 2003, les forces de l'ISAF (International Security Assistance Force) opérant sous mandat de l'ONU et celles des Etats-Unis sont restées indépendantes et largement non coordonnées. Les 3 000 hommes de l'ISAF, présente uniquement à Kaboul, maintiennent l'ordre dans la capitale avec un succès raisonnable, alors que les forces américaines – moins de 20 000 hommes – pratiquent la chasse aux Talibans dans les régions du Sud et de l'Est, finançant des groupes tribaux comme troupes auxiliaires et contribuant de façon indirecte, mais réelle, au désordre qui s'installe progressivement.

Le retour des Talibans, qui ne fait plus de doute en 2003, entraîne un changement dans la stratégie occidentale. L'ISAF passe sous le commandement de l'OTAN et étend progressivement son action à l'ensemble du territoire afghan. La montée en puissance des forces de la coalition commence alors pour arriver aux niveaux actuels : plus de 40 000 soldats sous commandement de l'OTAN – dont 14 000 Américains – et 13 000 soldats américains pour la formation de l'armée afghane et la lutte contre Al Qaïda. Les renforts annoncés début 2008 devraient porter les troupes occidentales à près de 60 000 hommes, sans compter les mercenaires qui appartiennent au dispositif de sécurité occidental.

Cependant, cette spirale de l'engagement, qui n'est pas sans rappeler le Vietnam, n'a pas permis une plus grande efficacité, ce qui peut s'expliquer par plusieurs facteurs. En premier lieu, les opérations en Afghanistan ont été pensées initialement comme des opérations de maintien de la paix et non comme des opérations de contre-insurrection. De ce fait, les règles d'engagement sont différentes selon les pays et parfois assez contraignantes, ce qui rend la coopération mal aisée. De plus, la distribution géographique des forces n'est pas nécessairement la plus adaptée : l'essentiel des combats a lieu dans le Sud et l'Est, mais la coalition a des forces importantes dans le Nord – Allemands notamment.

En second lieu, la faiblesse des effectifs pose des contraintes très fortes sur les choix stratégiques. En pratique, les forces de l'OTAN sont étroitement dépendantes du soutien aérien – principalement américain. Or, le renseignement occidental est faible, les Talibans sont souvent abrités au sein de la population, ce qui entraîne des pertes civiles fréquentes lors des bombardements. Au final, la logique de contrôle aérien est politiquement très coûteuse, dans la mesure où elle détruit la crédibilité des Occidentaux –

(7) Comme nous en avait convaincu un séjour à la frontière pakistanaise en octobre 2001.

particulièrement des Etats-Unis – auprès des Afghans. Les combats de ces deux dernières années dans le sud de l’Afghanistan ont entraîné des dizaines de milliers de déplacements forcés. En outre, la faiblesse des effectifs condamne les forces de l’OTAN à des opérations ponctuelles de nettoyage des zones tenues par les Talibans, sans occupation de long terme. La population rurale se trouve donc de fait sous le contrôle de la guérilla dans les provinces du Sud et de l’Est, ce qui est un atout majeur pour les Talibans.

La progression de la guérilla des talibans a eu pour effet de mettre au jour des différences de projet stratégique entre les alliés. Les Etats-Unis ont adopté une stratégie frontale, qui vise à l’éradication de la guérilla par des moyens strictement militaires. Cette stratégie se heurte à la mobilité de la guérilla, qui a su garder l’initiative et bénéficie du sanctuaire pakistanais. Pour pallier cet obstacle, les Etats-Unis envisagent, d’une part, de renforcer l’intégration des forces présentes. Les Etats-Unis demandent notamment une plus grande interopérabilité des forces, le déploiement des forces présentes au Nord – Italiens et Allemands – dans le Sud, où les opérations militaires sont les plus importantes, ce qui se heurte à de fortes résistances, de la part des Allemands notamment. D’autre part, l’augmentation du nombre de troupes est une demande constante des Etats-Unis à ses alliés de l’OTAN, mais les résultats sont marginaux et reflètent des considérations plus politiques que militaires. Ainsi, l’envoi annoncé de quelques centaines de soldats français supplémentaires s’inscrit dans une logique qui a plus à voir avec le rapprochement franco-américain qu’avec les réalités afghanes. Dans de nombreux pays, les gouvernements doivent arbitrer entre les pressions américaines et les sondages qui indiquent un désir de retrait d’une majorité de la population. Au Canada, au Japon ou en Australie, la discussion sur le maintien d’une présence militaire en Afghanistan s’est imposée dans l’agenda politique. L’opinion publique canadienne notamment est largement opposée à la poursuite d’une présence militaire à la fois en raison des pertes subies – 75 morts – et des pertes civiles chez les Afghans.

Enfin, même si les Etats-Unis disposaient de troupes supplémentaires, rien n’indique que leur stratégie soit tenable. En effet, la pression militaire a des effets sociaux complexes qui tendent à renforcer la solidarité contre l’occupant étranger et à diffuser les combats en dehors des régions initialement touchées. Une grande partie du succès des Talibans ces dernières années peut être attribuée à la stratégie américaine d’utilisation sans discrimination de la force.

La stratégie alternative, proposée par les Britanniques, est née de l’échec dans l’Helmand en 2006, quand les forces britanniques ont été stoppées par les Talibans dans leur tentative de reconquête de la province. L’approche britannique consiste à passer des accords locaux avec les Talibans (8), les

(8) Sur les contacts entre les Britanniques et les Talibans, cf. le *Daily Telegraph*, 26 déc. 2007.

reconnaissant localement comme interlocuteurs politiques. Ces accords sont compris comme un premier pas pour retourner les Talibans «modérés», affaiblir la guérilla et constituer des milices locales. Cette politique de manipulation repose sur des hypothèses discutables. Premièrement, rien n'indique que les Talibans, notamment dans les régions du Sud où le mouvement a sa base, puissent être facilement divisés (9). Le mouvement taliban n'a jamais connu d'affrontements internes, y compris quand il a perdu le pouvoir en 2001. L'autorité de mollah Omar n'a jamais été remise en cause publiquement et les succès de ces dernières années renforcent plutôt son autorité. De plus, l'expérience soviétique prouve que les groupes ralliés voudront garder leurs armes et que leurs loyautés peuvent être dangereusement changeantes. Deuxièmement, les Talibans peuvent utiliser les accords locaux dans les provinces du Sud pour se déployer vers le Nord et menacer la capitale. Différents éléments laissent penser que c'est bien la stratégie qu'ils suivent actuellement. Enfin, cette stratégie indirecte est menée largement en dehors du gouvernement de Kaboul, par les accords passés directement entre les forces occidentales et les Talibans – ou des commandants talibans –, ce qui risque d'affaiblir un peu plus le gouvernement en place à Kaboul. L'expulsion de deux représentants occidentaux – de l'Union européenne et des Nations Unies – en janvier 2008 montre qu'ils avaient franchi une ligne rouge en négociant directement et ouvertement avec les Talibans sans informer le gouvernement afghan.

Le débat entre Britanniques et Américains se poursuit actuellement sur un ton polémique (10) et fait écho à des questions posées dans le conflit iraquien, où les Etats-Unis ont régulièrement accusé les Britanniques d'avoir laissé les milices chiites prendre le pouvoir à Bassorah pour éviter de subir des pertes. Les Etats-Unis détenant en dernier ressort les moyens d'imposer leur position, les Britanniques ne peuvent pas espérer généraliser leur modèle de guerre indirecte en dehors des zones où ils sont directement impliqués. Au moins jusqu'au départ de George W. Bush, c'est donc une stratégie frontale qui dominera l'approche américaine.

Un projet de reconstruction inadapté et des moyens insuffisants

La réussite de l'entreprise occidentale reposait sur la capacité à reconstruire un Etat afghan qui aurait pris le relais des troupes occidentales dans un délai de quelques années. Or, on constate un échec dans le développement des institutions civiles et militaires.

En premier lieu, le projet de reconstruction a été largement défini par les organisations intergouvernementales et les organisations non gouvernemen-

(9) Les analyses où les Talibans sont présentés en trois tiers – un tiers de «fanatiques», un tiers de «modérés», un tiers d'«opportunistes» – n'ont aucune base empirique.

(10) Comme en témoignent les récentes déclarations de Bill Gates sur l'incompétence des troupes non américaines en matière de contre-insurrection, *Los Angeles Times*, 16 janv. 2008.

tales (ONG), sur la base des normes internationales qui correspondent pour partie à celles de la bourgeoisie de la capitale, mais ne reflètent pas un consensus national. Or, depuis les débuts de la guérilla antisoviétique, le courant fondamentaliste en Afghanistan est devenu dominant, les courants plus libéraux ayant été marginalisés, notamment du fait que le Pakistan – relayant l'aide des Etats-Unis – a toujours appuyé les courants idéologiquement les plus durs. La conséquence en est un rejet populaire de ce qui est perçu comme l'imposition d'un modèle occidental. En mars 2006, le cas d'un Afghan condamné à mort – puis gracié sur intervention étrangère – pour s'être converti au christianisme a mis en évidence le choc entre les valeurs dominantes en Afghanistan et les normes internationales.

En deuxième lieu, la coordination des ONG par les ministères a été largement illusoire, ce qui a conduit à des efforts dispersés et inefficaces. La multiplication des interlocuteurs et l'absence de visibilité des programmes est un élément-clé de l'échec de la reconstruction. De plus, la volonté américaine d'intégrer les ONG dans le système militaire occidental en a fait des cibles pour les Talibans et leur interdit largement – à quelques exceptions près – de travailler dans les zones contrôlées par ces derniers. Pourtant, les gains en matière de propagande sont marginaux, comme en témoigne l'échec des Provincial Reconstruction Teams (PRT) déployées par les Etats-Unis.

Enfin, la faiblesse des moyens a condamné la stratégie de centralisation du gouvernement. L'aide internationale a été limitée, surtout si on compare par exemple avec la Bosnie, et globalement mal gérée. Le gouvernement central n'a jamais eu les moyens humains ou financiers de prendre le contrôle de la périphérie. Ainsi, la production d'opium, première source de richesse nationale, a renforcé les réseaux régionaux par rapport au centre et favorisé la constitution d'une élite de narco-dirigeants essentiellement attachés à la protection de leurs intérêts privés. De fait, après un dernier effort en 2003-2004, les tentatives de centralisation cessent et le gouvernement reconnaît les zones d'influence des *leaders* régionaux. La situation militaire est devenue trop fragile pour que le gouvernement mécontente un chef local qui pourrait se retourner contre lui. Les incertitudes pesant sur le futur du régime expliquent également le réarmement de groupes qui veulent se protéger en cas d'effondrement du régime actuel. Enfin, sur un plan militaire, l'armée afghane a fait sa première opération autonome – sans soutien étranger – en 2007 et la montée en puissance d'une armée afghane qui permettrait de diminuer les forces occidentales n'est pas crédible avant plusieurs années au mieux, si les désertions, l'absence de motivation et le faible niveau de formation sont des problèmes réglés d'ici là.

LA DYNAMIQUE DE LA GUÉRILLA

L'absence de stratégie cohérente de la part des Occidentaux aurait pu avoir des conséquences relativement limitées dans un contexte différent, mais les Talibans se sont révélés des adversaires motivés qui, après avoir reconstitué leurs forces au Pakistan, sont rapidement passés à l'offensive (11).

L'homogénéisation du territoire et la question du djihad

Les premières années, les incursions talibanes ont été limitées aux zones pachtounes du sud et de l'est de l'Afghanistan, ce qui était parfois interprété comme le signe d'un problème essentiellement ethnique, dû à la marginalisation des Pachtounes dans le jeu politique. Or, le phénomène majeur qu'on constate depuis deux ou trois ans est la transformation de la carte politique, qui tend vers une plus grande homogénéité. Les attentats se sont multipliés dans les provinces nord et ouest de l'Afghanistan, les Talibans se sont rapprochés de Kaboul de façon spectaculaire ces derniers mois : ils contrôlent maintenant la province du Wardak et du Logar, au moins la nuit, et les troupes occidentales ont trouvé nombre de caches d'armes qui laissent penser à une implantation de long terme. Les Talibans sont désormais en mesure de menacer la capitale, par roquettes ou attentats-suicides, avec les conséquences politiques qui en résultent sur la crédibilité du gouvernement afghan. De nombreux attentats et embuscades ont entraîné une rapide détérioration de la situation sécuritaire dans les provinces du Nord et de l'Ouest. Une partie de ces affrontements est l'expression de conflits qui opposent les trafiquants de drogue et d'armes. Cependant, le choix de certaines cibles comme les humanitaires montre qu'une logique politique est parfois à l'oeuvre.

Comment donc expliquer ce mouvement d'élargissement de la guérilla ? Une première réponse, partiellement valide, est que les Talibans étendent leur influence par le biais des groupes pachtounes qui vivent dans le Nord et l'Ouest (12). Cependant, dans certaines régions tadjik ou ouzbek, cette hypothèse ne tient pas. L'explication tient plutôt au cadre d'interprétation de la guerre. Les Occidentaux et leurs alliés afghans ont insisté depuis 2001 pour définir la guerre comme une guerre nationale afghane contre des groupes «terroristes», soutenus par l'étranger – Al Qaïda et le Pakistan. Les Talibans ont cherché à inscrire les combats dans un autre cadre : un *djihad* con-

(11) Les Talibans ne sont pas les seuls opposants, le Hezb-i islami, un parti historique des années 1980 sous la direction de Gulbuddin Hekmatyar, est aussi dans l'opposition. Son groupe est probablement responsable d'une partie des attentats en ville, notamment à Kaboul. Enfin, il convient de mentionner les groupes étrangers, au premier rang Al Qaïda, qui joue un rôle militairement marginal, utilisant l'Afghanistan et surtout la frontière pakistanaise comme sanctuaire pour conduire une lutte globale contre les Etats-Unis.

(12) Les Talibans ont, semble-t-il, des accords avec certains Hazaras – population de l'Afghanistan central –, qui leur permettent d'envoyer plus facilement des hommes dans le Nord et l'Ouest.

tre un occupant non musulman. L'histoire afghane, marquée par la lutte contre les impérialismes étrangers, russe, anglais, soviétique est ainsi utilisée pour produire un effet de continuité avec la situation présente. De plus, la situation de sujétion du gouvernement afghan par rapport aux États-Unis a été interprétée défavorablement par l'opinion publique, par exemple l'accord léonin signé par H. Karzaï, qui permet en pratique une totale autonomie des actions américaines en Afghanistan et réduit le gouvernement de Kaboul à déplorer régulièrement les pertes civiles provoquées par des bombardements. Le nationalisme afghan fonctionne aujourd'hui contre les troupes occidentales. Ajoutons que les Afghans, pro-Talibans ou non, sont sensibles aux différents incidents : mauvais traitements et torture de prisonniers sur la base américaine de Bagram, détentions à Guantanamo, victimes civiles de bombardements de l'OTAN, incident de Jalalabad en mars 2007, où des troupes américaines ont ouvert le feu sur des civils, etc. Pour ces différentes raisons, le *djihad* est devenu l'interprétation dominante, ce qui permet à des groupes éloignés des Talibans sur un plan géographique ou idéologique, d'articuler leurs revendications aux leurs.

Stratégie et tactiques

Les Talibans ont largement évolué dans leur façon de faire la guerre depuis la défaite contre les troupes américaines en 2001, à la fois dans les tactiques utilisées et la stratégie générale. Renonçant aux affrontements directs avec des troupes plus performantes technologiquement, les Talibans sont revenus à la guérilla qui avait épuisé les Soviétiques dans les années 1980. Les innovations sont inspirées de la guerre d'Iraq, probablement avec une expertise d'Al Qaïda.

En premier lieu, les Talibans ont introduit les attentats-suicides, jusqu'alors inconnus – plus de 140 en 2007. Cette pratique, sanctionnée par le mollah Omar, redéfinit les cibles légitimes de la violence, notamment les civils qui se trouvent au contact immédiat des forces armées occidentales. La multiplication des bombes télécommandées a également montré son efficacité. En conséquence, les niveaux de pertes sont comparables à l'Iraq dans le sud de l'Afghanistan. De plus, les attentats-suicides et les bombes télécommandées interdisent une circulation légère des troupes occidentales et rendent les contacts avec la population plus difficiles. Enfin, ces formes de violences permettent un accès immédiat aux médias, démentant en temps réel les discours optimistes de l'OTAN et perturbant les visites de responsables occidentaux.

En second lieu, les Talibans ont construit méthodiquement leur stratégie en fonction des faiblesses occidentales – notamment l'insuffisante occupation du terrain. Dans un premier temps, ils ont effectué des raids ponctuels à partir du Pakistan, puis ont reconstitué des maquis de plusieurs centaines d'hommes à l'intérieur des régions qui leur sont acquises, notamment au

Sud et dans l'Est. En pratique, dans plusieurs provinces, les Talibans ou leurs alliés contrôlent les zones rurales et peuvent prendre pour quelques jours des sous-préfectures, ce qui leur assure la complicité ou la neutralité des fonctionnaires en place. L'assassinat de différents religieux proches du gouvernement et de membres d'ONG a permis d'empêcher la reconstitution des structures étatiques. Depuis lors, les Talibans consolident leur contrôle des provinces et organisent méthodiquement leur progression vers le Nord. En ce sens, un répit – relatif – dans certaines provinces ne doit pas être nécessairement interprété comme un recul des Talibans, mais peut dissimuler un effort prioritaire vers le Nord. Enfin, les attentats à Kaboul visent deux objectifs : inquiéter les Occidentaux présents dans la capitale et humilier le gouvernement Karzaï qui se voit contester sa principale zone d'influence.

LE CONTEXTE RÉGIONAL

Le contexte régional n'est pas favorable aux Occidentaux et ne peut que se dégrader si les Etats-Unis poursuivent une politique agressive vis-à-vis de l'Iran ou du Pakistan, les deux voisins déterminants dans l'évolution de la crise afghane.

Pour l'instant, les relations entre l'Afghanistan et l'Iran sont bonnes, le gouvernement de Karzaï ayant refusé de se joindre aux attaques du gouvernement américain contre l'Iran. En particulier, le gouvernement afghan a démenti que des armes iraniennes passeraient en Afghanistan. Pour l'instant au moins, les Iraniens ont eu une politique attentiste en Afghanistan, ce qui pourrait bien sûr changer en cas de bombardement américain / israélien sur l'Iran. Une dégradation des relations avec l'Iran pourrait ainsi avoir des conséquences spectaculaires pour la coalition occidentale, notamment dans l'ouest du pays. De plus, l'Iran garde une relation privilégiée avec certains groupes chiites afghans qui pourraient être utilisés contre les troupes occidentales.

La dimension pakistanaise de la crise afghane est centrale dans le règlement de la question afghane en raison de l'implantation des groupes talibans et djihadistes dans les régions frontalières. Si la plupart des coups significatifs contre Al Qaïda ont été portés au Pakistan par les services pakistanais, le Pakistan reste dans le même temps un sanctuaire pour la guérilla.

Dans un premier temps, les Etats-Unis ont obtenu du Pakistan une intervention militaire directe dans les régions tribales (FATA). Ces opérations militaires se sont soldées par des centaines de morts du côté de l'armée pakistanaise et un échec patent en raison de la difficulté du terrain et de l'armement des tribus. A partir de 2004, des négociations ont été menées

avec les militants pro-Talibans – et en pratique avalisées par le mollah Omar lui-même. Le résultat a été la marginalisation des notables tribaux au profit des militants djihadistes appuyés par les fondamentalistes pakistanais, notamment le Jamiat-ul Ulema de Fazl-ul Rahman, très proche des Talibans. Pour autant, ces négociations n'ont pas entraîné de diminution de la présence talibane au Pakistan, ni des échanges transfrontaliers. En fait, le gouvernement pakistanais a largement perdu le contrôle des zones frontalières, malgré la présence de près de 100 000 hommes de l'armée pakistanaise. Il est illusoire de penser que le gouvernement de Pervez Musharraf soit en mesure de contrôler les zones tribales et l'attaque d'un poste-frontière par plusieurs centaines de militants fondamentalistes (janvier 2008) au Waziristan montre que le rapport de force militaire n'est pas localement toujours favorable à l'armée. De plus, une guérilla nationaliste au Baloutchistan complique encore l'équation pakistanaise et interdit une stabilisation de la région Sud.

Rien dans l'évolution actuelle du Pakistan ne laisse penser qu'un gouvernement stable puisse émerger rapidement. L'assassinat de Benazir Bhutto en décembre 2007 a décapité l'opposition et le PPP n'a désormais plus de *leader* crédible. Les élections législatives prévues en février 2008 risquent d'avaliser une situation politique très fluide et instable. Les Etats-Unis, qui avaient parié sur le retour de Benazir Bhutto, sont dans une phase attendiste et l'absence de pouvoir stable à Islamabad relance les spéculations sur une intervention directe des Etats-Unis dans la zone-frontière pakistanaise. Jusqu'à présent, les interventions directes des Etats-Unis au Pakistan ont été limitées à quelques frappes aériennes, notamment sur une *madrassa* – 82 victimes – et différents tirs ciblés contre des individus suspectés d'être liés à Al Qaïda. Tout indique qu'une pénétration directe par les troupes américaines constituerait un risque majeur de guerre civile dans ces régions, où le *djihad* anti-américain est populaire.

L'ABSENCE DE PERSPECTIVES À COURT TERME

L'analyse qui précède nous conduit à conclure à l'absence de sortie de crise à horizon prévisible.

Aucun acteur n'est prêt à des concessions importantes. L'OTAN parie sur une plus grande efficacité militaire pour briser la guérilla et le gouvernement américain, dans la dernière année de la présidence Bush, ne fera probablement aucune proposition marquante. Du côté des Talibans, la conviction que les évolutions leur sont favorables et que l'extension des combats à l'ensemble du pays va épuiser les forces occidentales rend peu probable l'acceptation de négociations.

Cependant, on a pu voir, en Afghanistan même, des discours quelque peu iconoclastes appelant à une négociation entre les Talibans et le gouvernement. Jusqu'à récemment, le gouvernement afghan appelait au désarmement et au ralliement des Talibans «modérés». Or, H. Karzaï a proposé aux Talibans de se présenter aux élections et à leur chef, le mollah Omar, de participer comme ministre à un gouvernement de coalition (13). Pourtant, les conditions ne sont pas propices à la négociation du fait que le gouvernement paraît trop faible pour être un acteur crédible d'une politique de réconciliation – d'où sa réaction négative aux négociations directes occidentaux-Talibans. Si l'armée afghane s'impose à terme comme un acteur crédible, ce qui est loin d'être évident, et si les Talibans ne réussissent pas à étendre les combats de façon suffisante à l'ensemble du pays, alors, un créneau pour les négociations sera possible dans quelques années. Tout dépendra du gouvernement américain en place à Washington, la présence de Ben Laden pouvant dès lors faire échouer tout processus de négociation.

Sur un plan plus général, la guerre d'Afghanistan a montré combien il était illusoire de pratiquer le *State-building* sans les moyens nécessaires. De ce point de vue, après plus de six ans de présence, le bilan est inquiétant pour les Occidentaux, qui prennent bien tardivement conscience que le piège tendu par Ben Laden est particulièrement redoutable.

(13) *Le Monde*, 29 sept. 2007.